

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2016-2017

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS
PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION



ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2015-2016, indiquer :
 - a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
 - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours l'année 2015-2016 indiquer :
 - a) le lieu;
 - b) le coût;
 - c) la ou les dates de participation;
 - d) le nombre de participants;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
3. Sommes dépensées en 2015-2016 (et prévisions pour 2016-2017) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant pour chacun :
 - a) son mandat;
 - b) la liste des membres;
 - c) le budget dépensé;
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
 - e) les résultats atteints.
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2015-2016 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6. Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2015-2016. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans la cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2014-2015, 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
9. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

10. Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2015-2016.
11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :
 - a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
12. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017 :
 - le nom de toutes les campagnes;
 - les coûts de ces campagnes;
 - le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
 - les dates de diffusion de la campagne;
 - les objectifs visés par chaque campagne.
13. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun pour 2015-2016:
 - a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
 - c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés par chaque programme.

14. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :
 - a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
 - d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.
15. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).
16. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2015-2016, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2016-2017.
23. Le nombre d'enquêtes pour fraude ou corruption menées par la Commission de la construction du Québec pour les années 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que la ventilation des coûts totaux engendrés par ces enquêtes et des mesures prises par la Commission.

26. Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2014-2015 et 2015-2016 en incluant les coûts et les appels d'offres.
31. Nombre d'ETC (équivalent temps complet) affectés à travers les organismes du ministère à la résolution de conflits de travail en 2014-2015, 2015-2016, ventilés par conflits en incluant les informations suivantes :
 - a) Partis impliqués dans le conflit;
 - b) Nombre d'ETC affectés à ce conflit spécifique;
 - c) Date du début du conflit;
 - d) Date de retour de fin du conflit.
32. Pour le ministère et chacun de ses organismes, le nombre d'effectifs (ETC) attiré à la gestion du Fonds vert en 2015-2016, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.
33. Pour le ministère et chacun de ses organismes, le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par l'entremise du Fonds vert, en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, ventilés par programmes inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.
34. Pour le ministère et chacun de ses organismes, la liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert en 2014-2015 et 2015-2016 avec mention :
 - a) de la description du projet;
 - b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire;
 - c) du programme concerné, le cas échéant;
 - d) du montant déboursé;
 - e) de la date du déboursement;
 - f) de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES.

Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant, une copie de la décision rendue par le ministère ou l'organisme, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.

Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant, une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en termes de réduction des GES.

35. Pour le ministère et chacun de ses organismes, concernant la gestion du Fonds vert, fournir pour 2015-2016 :
 - a) le cadre de gestion utilisé;
 - b) la grille d'évaluation des projets
 - c) les objectifs poursuivis.
36. L'état d'avancement, les sommes dépensées, de chacun des grands axes (ou orientations) de la Stratégie maritime. Détail des actions entreprises, et le cas échéant, des projets soutenus par le ministère pour chacune de celles prévues au Plan d'action 2015-2020 :
 - 1) créer une table de concertation pour assurer une meilleure adéquation entre les besoins de main-d'œuvre qualifiée et l'offre de la formation et le soutien au développement des compétences;
 - 2) promouvoir les professions reliées au monde maritime et offrant de bonnes perspectives d'insertion au marché du travail;
 - 3) investir 15 millions de dollars pour les cinq prochaines années pour le développement des compétences de la main-d'œuvre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-1

Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis 2011-2012, par année financière. Fournir :

- la liste des employés en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- la liste des membres du conseil d'administration;
- la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
- leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- b) La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration au 31 décembre 2015:

Membres du conseil d'administration :

Manon Bertrand
Gisèle Bourque
Pierre Brassard
Simon Bussière
Sylvain Gendron
Arnold Guérin
Sylvie L'Écuyer
Diane Lemieux
Sylvie Mercier
Sylvain Morissette
Sonia Morissette
Alain Robert
Jean-Pierre Sirard
François Vaudreuil
1 poste vacant

- c) La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV;

Une personne a vu son mandat renouvelé :

<i>Nom et titre</i>	<i>Début et fin du mandat</i>	<i>Rémunération</i>
Madame Diane Lemieux Présidente-directrice générale Commission de la construction du Québec	Début : 25 janvier 2016 Fin : 24 janvier 2021	Traitement annuel de 192 748 \$ en vertu du décret 1053-2015

Le curriculum vitae est un document contenant des renseignements personnels et de ce fait, confidentiel.

- d) Leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation (*des membres précisés à l'item b*) du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015.

Frais de déplacement	Frais de voyage (note 1)	Frais de repas	Frais de représentation
3 380 \$	0,00 \$	7 926.75 \$	0,00 \$

Note 1 : Seuls les frais d'hébergement sont inclus dans la section *Frais de voyage*

La liste du personnel de la CCQ indiquant le poste compte plus de 30 pages. En vertu de la *Loi d'accès à l'information*, le salaire d'un membre du personnel n'est pas public. Toutefois, l'échelle salariale est une information publique contenue dans les conventions collectives. La voici :

Liste des classifications syndiquées			
No	Titre du poste	Nombre	RG ou échelle
PERSONNEL SYNDIQUÉ			
022	Préposé à l'approvisionnement	2	9
024	Technicien en arts appliqués	0	13
028	Messager	1	8
032	Ouvrier certifié d'entretien	2	12
034	Technicien en mécanique du bâtiment	1	13
035	Technicien sr. en mécanique du bâtiment	1	15
036	Préposé à la reprographie	3	11
041	Agent de bureau - Référence de la main-d'œuvre	5	9
042	Agent de bureau - Retraite et vie	2	9
043	Agent de bureau - Assurabilité	1	9
044	Agent en assurabilité	7	14
045	Agent principal en assurabilité	2	16
046	Agent de bureau - Fonds de formation	1	9
047	Agent de bureau - Paie	0	9
048	Agent de support technique	52	9
049	Agent de bureau	29	7
050	Agent de bureau principal - Comptabilité	2	12
051	Agent de bureau principal - Rapport mensuel	21	12
052	Agent de bureau principal	0	11
053	Agent de bureau principal informatique	1	11
054	Agent en assurance invalidité	23	14
055	Agent principal en assurance invalidité	5	16
056	Agent rentes et retraite	0	11
057	Agent principal de rentes et retraite	0	13
058	Agent en assurance	28	11
059	Agent principal en assurance	6	14
060	Secrétaire juridique	6	12
061	Secrétaire	26	10
070	Agent de main-d'œuvre	9	11
071	Agent principal de main-d'œuvre	2	13
107	Opérateur en informatique	4	13
108	Technicien en sécurité informatique	1	15
113	Technicien, retraite et vie	5	15
115	Technicien aux avantages sociaux	2	15
116	Technicien en système de communications	2	15
117	Technicien en micro-informatique	4	15
118	Technicien du réseau informatique	0	14
119	Programmeur - analyste en informatique	19	16
121	Technicien en production informatique	1	15
123	Préposé aux renseignements	125	11
124	Préposé principal aux renseignements	20	16
125	Technicien en administration - Rapport mensuel	15	14
126	Inspecteur	101	17
127	Technicien en système de retraite	2	15
128	Technicien en approvisionnement	1	14
129	Technicien en documentation	4	14
130	Technicien en information	1	13
131	Technicien aux enquêtes de livres comptables	113	15
132	Teneur de livres	7	14
133	Technicien en administration	20	13
136	Technicien à la paie	4	14
137	Technicien à la retraite	0	14
138	Technicien à la recherche	0	15
139	Technicien en évaluation	0	15
140	Analyste aux rapports mensuels	8	18
144	Coordonnateur à l'inspection	16	19
145	Technicien principal assurance maladie	5	17
146	Technicien principal assurance invalidité	4	18
148	Technicien principal à la retraite	0	16
152	Technicien principal en assurabilité	2	18
153	Technicien principal à la formation professionnelle	1	16
154	Responsable, ententes de réciprocité	1	16
155	Technicien aux opérations - Fonds d'indemnisation	0	16
156	Technicien principal, retraite et vie	4	18
157	Technicien, web et plateformes technologiques	1	15

158	Agent principal en assurance qualité	2	14
159	Technicien en imprimerie et préparation postale	1	14
160	Technicien aux enquêtes	5	15
202	Conseiller en téléphonie	1	19
205	Agent d'approvisionnement	3	21
206	Agent de liaison	2	22
207	Conseiller à la promotion avantages sociaux	1	22
208	Conseiller au service à la clientèle	3	23
209	Conseiller en main-d'œuvre	6	23
210	Conseiller techniques comptables	9	24
211	Conseiller aux opérations	11	23
212	Conseiller en relations de travail	7	25
213	Conseiller en communication	0	23
214	Conseiller techniques d'évaluation	2	25
215	Agent de recherche	4	24
216	Conseiller en mesure et évaluation	4	25
217	Conseiller en formation	21	24
218	Analyste en informatique	44	24
219	Conseiller au fonds de formation	0	22
220	Conseiller en relations publiques	4	24
221	Edimestre	0	22
222	Conseiller en réadaptation	0	23
223	Agent de développement	4	24
224	Conseiller comptabilité	5	25
225	Rédacteur en évaluation des compétences	0	24
226	Spécialiste, gestion de l'invalidité	2	24
227	Spécialiste aux plaintes	3	24
228	Spécialiste, information retraite	6	23
229	Conseiller communication, image marque et marketing relationnelle	1	23
230	Conseiller communication, web et plateformes technologiques	2	23
231	Archiviste	1	21

PERSONNEL HORS CONVENTION

ACTUAIRE	6	C5
ACTUAIRE PRINCIPAL	1	C7
ADJOINT ADM. BUR. PDG	1	C2
Analyste – placement et trésorerie	1	C3
Architecte d'entreprise – volet affaires	1	C4
AVOCAT	4	C3
AVOCAT SENIOR	9	C7
CHARGÉ D'ADMINISTRATION	3	C2
CHARGÉ DE PROJETS	2	C5
Chargé projet - Diversité main-d'œuvre et développement	4	C4
Chargé projets - performance organisationnelle. et planification stratégique	4	C4
Chargé projets junior, méthode et contrôle qualité	1	C3
Chef, bureau des plaintes	1	C5
Chef, conseil en stratégies financières	1	C3
Chef, expérience client	1	C5
CHEF - CENTRE D'APPELS	2	C4
CHEF - PLANIFICATION DES EFFECTIFS	1	C3
Chef de projet performance org. et planif. Strat.	1	C5
CHEF DE SECTION	1	C6
CHEF DE SECTION	20	C5
CHEF DE SECTION	5	C4
CHEF DE SECTION	2	C3
Chef de section aux enquêtes	1	C5
Chef de section – dotation et structure organisationnelle	1	C5
Chef de section - création et web	1	C5
CHEF DE SECTION - PAIE RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES SOCIAUX	1	C5
Chef de section - relations avec clientèle et partenaires	1	C5
CHEF DE SECTION - RELATIONS DE TRAVAIL ET SANTE SECURITE	1	C5
Chef de section - relations publiques & affaires corporatives	1	C5
Chef de section informatique	11	C5
Chef de service – dotation & développement des RH	1	C6
Chef de service informatique	2	C7
CHEF DE SOUS-SECTION	1	C3
CHEF D'ÉQUIPE – ASSURANCE-MALADIE	1	C3
CHEF D'ÉQUIPE – RÉCLAMATIONS – ASSURANCE-INVALIDITÉ	1	C3
Chef d'équipe – référence de la main-d'œuvre	1	C3
Chef d'unité	17	C4
Chef d'unité – diversité main-d'œuvre et développement	1	C5
Chef d'unité – tactique	4	C5
Conseiller en relations de travail	2	C3
CONSEILLER EN RESSOURCES HUMAINES – DOTATION	1	C4
CONSEILLER EN RESSOURCES HUMAINES – FORMATION	2	C4
Conseiller en technologie de l'information	1	C5
Conseiller RH – paie, rémunération et avantages sociaux	1	C4
Conseiller RH - prévention et santé et sécurité au travail	1	C4
Conseiller RH – relations de travail et santé sécurité	2	C4
Conseiller spécial aux opérations	1	S1
Coordonnateur, DCSO	1	C4
Directeur – architecture	1	C8
Directeur – exploitation	1	C8
Directeur – solutions d'affaires	1	C8
DIRECTEUR - SIÈGE SOCIAL	16	S2
Directeur adjoint - transfert d'expertise	1	C5
DIRECTEUR RÉGIONAL	6	C6
DIRECTEUR RÉGIONAL - MONTRÉAL ET QUÉBEC	4	C7
ENQUÊTEUR	8	C3
GESTIONNAIRE DES PLACEMENTS ET TRÉSORERIE	1	C5
SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE	12	C1
Technicien au traitement des plaintes	1	C1
TECHNICIEN EN PERSONNEL	3	C2
VÉRIFICATEUR INTERNE	3	C4
VICE-PRÉSIDENT	6	S3

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-1

Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis 2011-2012, par année financière. Fournir :

- a) la liste des employés en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des membres du conseil d'administration;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
- d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- b) La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration au **31 décembre 2015**:

Membres du conseil d'administration :

Manon Bertrand
Gisèle Bourque
Pierre Brassard
Simon Bussière
Sylvain Gendron
Arnold Guérin
Sylvie L'Écuyer
Diane Lemieux
Sylvie Mercier
Sylvain Morissette
Sonia Morissette
Alain Robert
Jean-Pierre Sirard
François Vaudreuil
1 poste vacant

- c) La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV;

Une personne a vu son mandat renouvelé :

<i>Nom et titre</i>	<i>Début et fin du mandat</i>	<i>Rémunération</i>
Madame Diane Lemieux Présidente-directrice générale Commission de la construction du Québec	Début : 25 janvier 2016 Fin : 24 janvier 2021	Traitement annuel de 192 748 \$ en vertu du décret 1053-2015

Le curriculum vitae est un document contenant des renseignements personnels et de ce fait, confidentiel.

- d) Leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation (*des membres précisés à l'item b*) du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015.

Frais de déplacement	Frais de voyage (note 1)	Frais de repas	Frais de représentation
3 380 \$	0,00 \$	7 926.75 \$	0,00 \$

Note 1 : Seuls les frais d'hébergement sont inclus dans la section ***Frais de voyage***

La liste du personnel de la CCQ indiquant le poste compte plus de 30 pages. En vertu de la *Loi d'accès à l'information*, le salaire d'un membre du personnel n'est pas public. Toutefois, l'échelle salariale est une information publique contenue dans les conventions collectives. La voici :

Liste des classifications syndiquées			
No	Titre du poste	Nombre	RG ou échelle
PERSONNEL SYNDIQUÉ			
022	Préposé à l'approvisionnement	2	9
024	Technicien en arts appliqués	0	13
028	Messenger	1	8
032	Ouvrier certifié d'entretien	2	12
034	Technicien en mécanique du bâtiment	1	13
035	Technicien sr. en mécanique du bâtiment	1	15
036	Préposé à la reprographie	3	11
041	Agent de bureau - Référence de la main-d'œuvre	5	9
042	Agent de bureau - Retraite et vie	2	9
043	Agent de bureau - Assurabilité	1	9
044	Agent en assurabilité	7	14
045	Agent principal en assurabilité	2	16
046	Agent de bureau - Fonds de formation	1	9
047	Agent de bureau - Paie	0	9
048	Agent de support technique	52	9
049	Agent de bureau	29	7
050	Agent de bureau principal - Comptabilité	2	12
051	Agent de bureau principal - Rapport mensuel	21	12
052	Agent de bureau principal	0	11
053	Agent de bureau principal informatique	1	11
054	Agent en assurance invalidité	23	14
055	Agent principal en assurance invalidité	5	16
056	Agent rentes et retraite	0	11
057	Agent principal de rentes et retraite	0	13
058	Agent en assurance	28	11
059	Agent principal en assurance	6	14
060	Secrétaire juridique	6	12
061	Secrétaire	26	10
070	Agent de main-d'œuvre	9	11
071	Agent principal de main-d'œuvre	2	13
107	Opérateur en informatique	4	13
108	Technicien en sécurité informatique	1	15
113	Technicien, retraite et vie	5	15
115	Technicien aux avantages sociaux	2	15
116	Technicien en système de communications	2	15
117	Technicien en micro-informatique	4	15
118	Technicien du réseau informatique	0	14
119	Programmeur - analyste en informatique	19	16
121	Technicien en production informatique	1	15
123	Préposé aux renseignements	125	11
124	Préposé principal aux renseignements	20	16
125	Technicien en administration - Rapport mensuel	15	14
126	Inspecteur	101	17
127	Technicien en système de retraite	2	15
128	Technicien en approvisionnement	1	14
129	Technicien en documentation	4	14
130	Technicien en information	1	13
131	Technicien aux enquêtes de livres comptables	113	15
132	Teneur de livres	7	14
133	Technicien en administration	20	13
136	Technicien à la paie	4	14
137	Technicien à la retraite	0	14
138	Technicien à la recherche	0	15
139	Technicien en évaluation	0	15
140	Analyste aux rapports mensuels	8	18
144	Coordonnateur à l'inspection	16	19
145	Technicien principal assurance maladie	5	17
146	Technicien principal assurance invalidité	4	18
148	Technicien principal à la retraite	0	16
152	Technicien principal en assurabilité	2	18
153	Technicien principal à la formation professionnelle	1	16
154	Responsable, ententes de réciprocité	1	16
155	Technicien aux opérations - Fonds d'indemnisation	0	16
156	Technicien principal, retraite et vie	4	18
157	Technicien, web et plateformes technologiques	1	15

158	Agent principal en assurance qualité	2	14
159	Technicien en imprimerie et préparation postale	1	14
160	Technicien aux enquêtes	5	15
202	Conseiller en téléphonie	1	19
205	Agent d'approvisionnement	3	21
206	Agent de liaison	2	22
207	Conseiller à la promotion avantages sociaux	1	22
208	Conseiller au service à la clientèle	3	23
209	Conseiller en main-d'œuvre	6	23
210	Conseiller techniques comptables	9	24
211	Conseiller aux opérations	11	23
212	Conseiller en relations de travail	7	25
213	Conseiller en communication	0	23
214	Conseiller techniques d'évaluation	2	25
215	Agent de recherche	4	24
216	Conseiller en mesure et évaluation	4	25
217	Conseiller en formation	21	24
218	Analyste en informatique	44	24
219	Conseiller au fonds de formation	0	22
220	Conseiller en relations publiques	4	24
221	Edimestre	0	22
222	Conseiller en réadaptation	0	23
223	Agent de développement	4	24
224	Conseiller comptabilité	5	25
225	Rédacteur en évaluation des compétences	0	24
226	Spécialiste, gestion de l'invalidité	2	24
227	Spécialiste aux plaintes	3	24
228	Spécialiste, information retraite	6	23
229	Conseiller communication, image marque et marketing relationnelle	1	23
230	Conseiller communication, web et plateformes technologiques	2	23
231	Archiviste	1	21

PERSONNEL HORS CONVENTION		
---------------------------	--	--

ACTUAIRE	6	C5
ACTUAIRE PRINCIPAL	1	C7
ADJOINT ADM. BUR. PDG	1	C2
Analyste – placement et trésorerie	1	C3
Architecte d’entreprise – volet affaires	1	C4
AVOCAT	4	C3
AVOCAT SENIOR	9	C7
CHARGÉ D'ADMINISTRATION	3	C2
CHARGÉ DE PROJETS	2	C5
Chargé projet - Diversité main-d’œuvre et développement	4	C4
Chargé projets - performance organisationnelle. et planification stratégique	4	C4
Chargé projets junior, méthode et contrôle qualité	1	C3
Chef, bureau des plaintes	1	C5
Chef, conseil en stratégies financières	1	C3
Chef, expérience client	1	C5
CHEF - CENTRE D'APPELS	2	C4
CHEF - PLANIFICATION DES EFFECTIFS	1	C3
Chef de projet performance org. et planif. Strat.	1	C5
CHEF DE SECTION	1	C6
CHEF DE SECTION	20	C5
CHEF DE SECTION	5	C4
CHEF DE SECTION	2	C3
Chef de section aux enquêtes	1	C5
Chef de section – dotation et structure organisationnelle	1	C5
Chef de section - création et web	1	C5
CHEF DE SECTION - PAIE RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES SOCIAUX	1	C5
Chef de section - relations avec clientèle et partenaires	1	C5
CHEF DE SECTION - RELATIONS DE TRAVAIL ET SANTE SECURITE	1	C5
Chef de section - relations publiques & affaires corporatives	1	C5
Chef de section informatique	11	C5
Chef de service – dotation & développement des RH	1	C6
Chef de service informatique	2	C7
CHEF DE SOUS-SECTION	1	C3
CHEF D’ÉQUIPE – ASSURANCE-MALADIE	1	C3
CHEF D’ÉQUIPE – RÉCLAMATIONS – ASSURANCE-INVALIDITÉ	1	C3
Chef d’équipe – référence de la main-d’œuvre	1	C3
Chef d’unité	17	C4
Chef d’unité – diversité main-d’œuvre et développement	1	C5
Chef d’unité – tactique	4	C5
Conseiller en relations de travail	2	C3
CONSEILLER EN RESSOURCES HUMAINES – DOTATION	1	C4
CONSEILLER EN RESSOURCES HUMAINES – FORMATION	2	C4
Conseiller en technologie de l’information	1	C5
Conseiller RH – paie, rémunération et avantages sociaux	1	C4
Conseiller RH - prévention et santé et sécurité au travail	1	C4
Conseiller RH – relations de travail et santé sécurité	2	C4
Conseiller spécial aux opérations	1	S1
Coordonnateur, DCSO	1	C4
Directeur – architecture	1	C8
Directeur – exploitation	1	C8
Directeur – solutions d’affaires	1	C8
DIRECTEUR - SIÈGE SOCIAL	16	S2
Directeur adjoint - transfert d'expertise	1	C5
DIRECTEUR RÉGIONAL	6	C6
DIRECTEUR RÉGIONAL - MONTRÉAL ET QUÉBEC	4	C7
ENQUÊTEUR	8	C3
GESTIONNAIRE DES PLACEMENTS ET TRÉSORERIE	1	C5
SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE	12	C1
Technicien au traitement des plaintes	1	C1
TECHNICIEN EN PERSONNEL	3	C2
VÉRIFICATEUR INTERNE	3	C4
VICE-PRÉSIDENT	6	S3

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-2

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours l'année 2015-2016 indiquer :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

Le personnel de la CCQ ne fait pas partie de la fonction publique.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-3

Sommes dépensées en 2014-2015 (et prévisions pour 2015-2016) par le ministère et chacun de ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s’il s’agit d’achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Dépenses opérationnelles de la Direction des ressources informatiques

DESCRIPTION DE COMPTES	RÉEL 2015 Du 1 ^{er} jan au 31 décembre
Charges reliées aux effectifs	9 309 474 \$
Administration	240 343 \$
Entretien équipements et logiciels	1 617 685 \$
Téléphonie (filaire et sans fil)	947 090 \$
Autres frais	170 551 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	4 288 481 \$
TOTAL	16 573 624 \$

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-4

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d’autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) les résultats atteints.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-5

Nombre et pourcentage d’employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2015-2016 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d’employés devenus permanents.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-6

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de de compressions de dépenses reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2015-2016. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

La Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-9

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Nom du fournisseur	Type de service pour 2015	Total 2015
Kathe Roth	Traduction	24 609,98 \$
Marché de l'écriture	Traduction	1 197,75 \$
Stephen Timmins	Traduction	10 274,05 \$
Asiatis	Traduction	94,59 \$
Un mot d'excellence	Traduction	94,59 \$

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : Mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-10

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relèvent pour la location, l’achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2015-2016.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-11

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin
- e)

Pour les années 2014 et 2015 : Campagne « Fiers et compétents »

1. Dix cartes cadeaux chez Tim Horton représentant un an de café gratuit (530 \$)

Concours ouvert aux travailleurs de la construction qui se sont inscrits aux activités de perfectionnement.

2. Dix paires de billets pour les Alouettes (156 \$ la paire)

Concours ouvert aux détenteurs de certificats de compétences qui répondaient à cinq questions sur le site « Fiers et compétents » (une seule participation possible par personne).

Objectif : Encourager les travailleurs et les employeurs à soutenir le perfectionnement de la main-d'œuvre et à y souscrire.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : Mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-12

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017:

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

Nom de la campagne : Fiers et compétents

Coût de la campagne : 360 000 \$

Firme conseil pour accompagner la CCQ : Les Évadés

Période : du 1^{er} juin 2015 au 1^{er} juin 2016

Objectif : Campagne de promotion visant la participation aux activités de perfectionnement offertes aux travailleurs et employeurs de l'industrie de la construction.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : Mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-13

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun pour 2015-2016 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés par chaque programme.

Sans objet

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-14

Pour le ministère et chacun des organismes, qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par direction, département ou division des communications et/ou des affaires publiques.
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
- d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.

Rappelons que la Commission de la construction du Québec n'est pas un organisme budgétaire du gouvernement et que son personnel ne fait pas partie de la Fonction publique du Québec.

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-15

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d’ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l’exercice d’étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Le personnel de la CCQ n’est pas soumis à la *Loi sur la fonction publique*.

Environ 25 personnes ont participé à l’exercice de l’étude des crédits 2016-2017.

Le coût estimé de la préparation de l’exercice de l’étude des crédits budgétaires est de 33 000\$.

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION : Direction générale
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-16

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2015-2016, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2016-2017.

Sans objet

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale

DATE : mars 2016

RP-16 – 2^e opposition

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-23

Le nombre d’enquêtes pour fraude ou corruption menées par la Commission de la construction du Québec pour les années 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que la ventilation des coûts totaux engendrés par ces enquêtes et des mesures prises par la Commission.

Fraude, falsification ou usage de faux documents remis à la CCQ

Dossiers d’enquêtes en lien avec les articles reliés à de la fraude ou usage de faux	Dossiers reçus en 2015
Détruit, altère ou falsifie un registre, une liste de paye, le système d'enregistrement ou un document (art. 122.4)	39
Faire une fausse déclaration, falsifier un document ou faire usage d'un document falsifié pour l'obtention d'un certificat de compétence art. (119.1 (10))	21
Total	60

Poursuites pénales recommandées par l’Unité – Enquêtes spéciales en lien avec les articles reliés à de la fraude ou usage de faux	Dossiers reçus en 2015
Détruit, altère ou falsifie un registre, une liste de paye, le système d'enregistrement ou un document (art. 122.4)	95
Faire une fausse déclaration, falsifier un document ou faire usage d'un document falsifié pour l'obtention d'un certificat de compétence art. (119.1 (10))	8
Total	103

Infractions reliées au travail au noir détectées lors des inspections de chantier

Infractions	2015
Non-détention de certificat de compétence	4713
Non-enregistrement à la CCQ	1286
Non-détention d'une licence de la RBQ	1026
Refus ou entrave	247
Travailleurs interdits ¹	569
Non-respect d'une ordonnance de suspension de travaux	13
Total	7854
Situations d’heures potentiellement non déclarées	2015
Suivi proactif	2325
Interaction chantier / livres	472
Total	2797

¹ Exécution de travaux sans être employeur, salarié, entrepreneur ou représentant désigné.

Infractions reliées au travail au noir relevées lors des interventions aux livres¹

Infractions	2015
Non-enregistrement à la CCQ	39
Rapport mensuel / remises mensuelles non conformes	1514
Rapport mensuel en retard	0
Refus ou entrave	468
Registre non conforme	225
Autres	19
Total	2265

¹ Comprend les infractions relevées lors des interventions aux livres, des activités de gestion de l’information et lors de l’appréciation du niveau d’heures transmis au rapport mensuel en lien avec les informations sur les contrats de construction.

Interventions aux livres

Interventions aux livres	2015
Nombre d'enquêtes de livres complétées	2059
Montants perçus avant judiciarisation	9 734 566

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-26

Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2014-2015 et 2015-2016 incluant les coûts et les appels d'offres.

Aucune recherche commandée par la Commission de la construction du Québec.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction générale

DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-31

Nombre d’ETC (équivalent temps complet) affectés à travers les organismes du ministère à la résolution de conflits de travail en 2014-2015, 2015-2016, ventilés par conflits en incluant les informations suivantes :

- a) Partis impliqués dans le conflit;
- b) Nombre d’ETC affectés à ce conflit spécifique;
- c) Date du début du conflit;
- d) Date de retour de fin du conflit.

Sans objet.

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-32

Pour le ministère et chacun de ses organismes, le nombre d’effectifs (ETC) attitré à la gestion du Fonds vert en 2015-2016, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l’Environnement et à la lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-33

Pour le ministère et chacun de ses organismes, le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d’aides financières par l’entremise du Fonds vert, en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, ventilés par programmes inscrit dans le cadre du Plan d’action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques (Fonds vert) pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-34

Pour le ministère et chacun de ses organismes, la liste de tous les projets qui ont bénéficié d’une aide financière par l’entremise du Fonds vert en 2014-2015 et 2015-2016 avec mention :

- a) de la description du projet;
- b) de l’entreprise, de l’organisme ou de l’institution bénéficiaire;
- c) du programme concerné, le cas échéant;
- d) du montant déboursé;
- e) de la date du déboursement;
- f) de l’objectif poursuivi en termes de réduction des GES.

Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant, une copie de la décision rendue par le ministère ou l’organisme, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.

Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant, une copie de l’évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en termes de réduction des GES.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques (Fonds vert) pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-35

Pour le ministère et chacun de ses organismes, concernant la gestion du Fonds vert, fournir pour 2015-2016 :

- a) le cadre de gestion utilisé;
- b) la grille d'évaluation des projets
- c) les objectifs poursuivis.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques (Fonds vert) pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-36

L'état d'avancement, les sommes dépensées, de chacun des grands axes (ou orientations) de la Stratégie maritime. Détail des actions entreprises, et le cas échéant, des projets soutenus par le ministère pour chacune de celles prévues au Plan d'action 2015-2020 :

- 1) créer une table de concertation pour assurer une meilleure adéquation entre les besoins de main-d'œuvre qualifiée et l'offre de la formation et le soutien au développement des compétences;
- 2) promouvoir les professions reliées au monde maritime et offrant de bonnes perspectives d'insertion au marché du travail;
- 3) investir 15 millions de dollars pour les cinq prochaines années pour le développement des compétences de la main-d'œuvre.

Sans objet

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : mars 2016

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2016-2017

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS
PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION



ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2015-2016, indiquer :
 - a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
 - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours l'année 2015-2016 indiquer :
 - a) le lieu;
 - b) le coût;
 - c) la ou les dates de participation;
 - d) le nombre de participants;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
3. Sommes dépensées en 2015-2016 (et prévisions pour 2016-2017) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant pour chacun :
 - a) son mandat;
 - b) la liste des membres;
 - c) le budget dépensé;
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
 - e) les résultats atteints.
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2015-2016 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6. Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2015-2016. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans la cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2014-2015, 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
9. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

10. Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2015-2016.
11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :
 - a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
12. Pour le ministère et chacun des organismes qui en en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017 :
 - le nom de toutes les campagnes;
 - les coûts de ces campagnes;
 - le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
 - les dates de diffusion de la campagne;
 - les objectifs visés par chaque campagne.
13. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun pour 2015-2016:
 - a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
 - c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés par chaque programme.

14. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :
 - a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
 - d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.
15. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).
16. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2015-2016, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2016-2017.
23. Le nombre d'enquêtes pour fraude ou corruption menées par la Commission de la construction du Québec pour les années 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que la ventilation des coûts totaux engendrés par ces enquêtes et des mesures prises par la Commission.

26. Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2014-2015 et 2015-2016 en incluant les coûts et les appels d'offres.
31. Nombre d'ETC (équivalent temps complet) affectés à travers les organismes du ministère à la résolution de conflits de travail en 2014-2015, 2015-2016, ventilés par conflits en incluant les informations suivantes :
 - a) Partis impliqués dans le conflit;
 - b) Nombre d'ETC affectés à ce conflit spécifique;
 - c) Date du début du conflit;
 - d) Date de retour de fin du conflit.
32. Pour le ministère et chacun de ses organismes, le nombre d'effectifs (ETC) attiré à la gestion du Fonds vert en 2015-2016, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.
33. Pour le ministère et chacun de ses organismes, le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par l'entremise du Fonds vert, en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, ventilés par programmes inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.
34. Pour le ministère et chacun de ses organismes, la liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert en 2014-2015 et 2015-2016 avec mention :
 - a) de la description du projet;
 - b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire;
 - c) du programme concerné, le cas échéant;
 - d) du montant déboursé;
 - e) de la date du déboursement;
 - f) de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES.

Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant, une copie de la décision rendue par le ministère ou l'organisme, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.

Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant, une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en termes de réduction des GES.

35. Pour le ministère et chacun de ses organismes, concernant la gestion du Fonds vert, fournir pour 2015-2016 :
 - a) le cadre de gestion utilisé;
 - b) la grille d'évaluation des projets
 - c) les objectifs poursuivis.
36. L'état d'avancement, les sommes dépensées, de chacun des grands axes (ou orientations) de la Stratégie maritime. Détail des actions entreprises, et le cas échéant, des projets soutenus par le ministère pour chacune de celles prévues au Plan d'action 2015-2020 :
 - 1) créer une table de concertation pour assurer une meilleure adéquation entre les besoins de main-d'œuvre qualifiée et l'offre de la formation et le soutien au développement des compétences;
 - 2) promouvoir les professions reliées au monde maritime et offrant de bonnes perspectives d'insertion au marché du travail;
 - 3) investir 15 millions de dollars pour les cinq prochaines années pour le développement des compétences de la main-d'œuvre.